

6 avril 1981 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Discours de M. Valéry Giscard d'Estaing, Président de la République, notamment sur les problèmes de cadre de vie dans les banlieues et l'enjeu de la campagne électorale, Charenton, lundi 6 avril 1981.

Mes chers amis de Charenton et mes chers amis du Val de Marne,

- Je vous remercie d'abord d'être venus sous ce chapiteau pour la première fois, à ma connaissance, dans l'histoire politique de votre ville. J'étais déjà venu, en effet, Alain Griotteray l'a rappelé tout à l'heure, dans des campagnes qui se passaient jadis dans de petites salles et maintenant, à Charenton, dont les salles sont trop petites, il faut un chapiteau sur la place.
- Je vous remercie, monsieur le maire, de l'avoir dressé pour m'accueillir et d'avoir ainsi rassemblé les habitants de Charenton et du voisinage pour le début de cette campagne dans l'Est parisien.
- Je vous remercie, monsieur le président du Sénat `Alain Poher`, d'être ici ce soir comme habitant de ce département et comme homme qui exerce à la tête d'une des grandes institutions de la République, une action de jugement, de pondération et de dévouement démocratique.
- Je vous remercie, monsieur le président du Parti Radical et Radical Socialiste `Didier Bariani` d'avoir apporté la caution de votre mouvement, avec la spontanéité de votre éloquence pour cette première réunion également dans l'est de Paris.
- Je vous remercie, messieurs les élus, d'être là, à cette tribune vous qui, dans le Val de Marne, représentez les idées de liberté et de progrès, idées qui sont actuellement minoritaires dans la représentation départementale, mais qui, grâce à vos efforts tenaces, redeviendront, j'en suis sûr, majoritaires, car je n'arrive pas à croire que le département du Val de Marne, quels que soient ses problèmes économiques et sociaux que chacun connaît, que vous avez d'ailleurs rappelés, ne soit pas, à l'image de tous les grands départements français, attaché à nos idéaux de liberté démocratique et économique qui sont, vous le savez, les principes mêmes de la société de la France.\

Ce soir, je voudrais vous parler de deux sujets. Premier sujet : la banlieue. Je sais bien qu'il est tard, que vous avez déjà vu tout à l'heure, je l'imagine, un mur d'images, que vous avez entendu plusieurs discours, et que vous attendez l'aspect proprement politique de la campagne £ néanmoins, dans cette campagne `campagne électorale`, je crois que nous devons aller à la rencontre des problèmes quotidiens des Français. Il ne suffit pas d'aligner les uns après les autres quelques slogans généralement démagogiques. Je crois qu'il faut, à l'occasion de cette campagne, montrer que l'on comprend, que l'on connaît, que l'on veut résoudre vos problèmes. Je parlerai donc d'abord des problèmes de la banlieue et de l'est parisien.

- Puis, je vous parlerai de l'enjeu de cette grande campagne que vous allez mener les uns et les autres.
- D'abord, la banlieue. Les grands moyens d'information ne parlent guère des habitants de la banlieue. 18 millions de banlieusards en France. Et j'observe à lire les programmes que les candidats ne se pressent pas pour les rencontrer, ni pour leur parler. Il est vrai qu'il y a sans doute en France des régions plus directement touchées par la crise, mais ce sont les banlieusards qui ont le moins profité des avantages de la période de croissance, notamment dans leur logement, dans leur cadre de vie et dans le rythme harassant des journées de travail. C'est pourquoi, après mon élection, grâce d'ailleurs à vos suffrages, à Charenton, je me suis efforcé de

peuques, après mon élection, grâce à une loi de dérogation, à l'ensemble, je me suis efforcé de réorienter la politique d'aménagement de l'Ile-de-France. Et je m'en tiendrai à quelques exemples visibles pour tous.

- On a oublié aujourd'hui que l'agglomération parisienne était la plus dense du monde, après Tokyo. Elle était menacée d'asphyxie et de pollution. La croissance démographique de la région est aujourd'hui maîtrisée. D'ici la fin du siècle, la population régionale ne devrait guère dépasser le niveau actuel.\

Les grands projets de l'urbanisme de béton, dont il reste, hélas, quelques imposants vestiges dans le Sud-Est de la banlieue parisienne, ces grands projets ont été prohibés. Des jardins seront plantés aux Halles et à la Villette. La Tour Apogée, la voie express rive gauche, la radiale Vercingétorix, ont été abandonnées dès le début de mon septennat. Priorité a été donnée aux transports en commun sur l'automobile. Un tel effort d'investissement n'avait pas été fait dans les transports en commun depuis la construction du métro par Bienvenue, ce Bienvenue qui a deux points sur sa lettre et qu'on voit dans les couloirs du métro en se demandant toujours : "qui est-ce, ce Bienvenue ?". Eh bien : c'était le constructeur du métro. On n'avait jamais autant construit que depuis le début du siècle.

- Les espaces verts aménagés depuis 1974 en Ile-de-France représentent l'équivalent d'un Bois de Boulogne supplémentaire chaque année.

- Enfin, la crise n'a pas entamé le rayonnement économique de la capitale et de sa région. Elle est la région encore la plus dynamique quant à la natalité des entreprises. Trois entreprises nouvelles y naissent pour deux entreprises qui disparaissent.

- Enfin, Paris et l'Ile-de-France bénéficient désormais et on peut le dire grâce à l'action du septennat, d'un régime administratif de droit commun. Paris est une ville comme les autres villes. L'Ile-de-France est une région comme les autres régions, ce qui était conforme aux règles d'une démocratie moderne. La qualité de vie dans les banlieues sera l'un des objectifs du septennat nouveau.\

Que souhaitent les Parisiens et les banlieusards, et notamment les jeunes qui rencontrent plus de difficultés que les autres ? Les jeunes veulent un emploi. C'est la raison pour laquelle je leur ai présenté, il y a dix jours, à la Porte de Pantin mon plan pour l'emploi qui reste, vous le savez, le seul à comporter un dispositif détaillé, le seul à être chiffré, le seul à être finançable et supportable par le budget, sans accroissement des charges pesant sur les entreprises, le seul qui soit enfin un engagement vérifiable.

- Les jeunes veulent aussi un logement pour leur foyer et pour leurs enfants que nous souhaitons nombreux, trois et plus. Ce sujet du logement des jeunes et de leur foyer n'intéresse apparemment pas mes concurrents. Or, je veux vous en parler ce soir, d'une manière précise.\

La réforme des aides au logement a permis un développement sans précédent de l'accession à la propriété en France, accession à la propriété qui est l'ambition, l'aspiration de la plupart des couples français. Le nombre des accédants à la propriété pendant mon septennat a augmenté de près de moitié, mais il ne faut pas que la hausse des taux d'intérêts remette en-cause dans l'avenir ces bons résultats. Je sais que sans doute, parmi vous, se trouvent beaucoup de jeunes que le niveau actuel des mensualités empêche pour le moment d'acheter l'appartement ou la maison individuelle dont ils rêvent. C'est pour eux, c'est pour les autres jeunes Français qui sont dans la même situation que je propose trois changements pendant le septennat nouveau :

- - l'aide à la première propriété,

- - l'aide à la première location,

- - l'aide aux économies d'énergie.

- Premier changement : permettre à tous les jeunes ménages d'accéder à la propriété et ce sera l'aide à la première propriété. Ce sera rendu possible par une réforme de l'épargne-logement. Les jeunes ménages se verront offrir un plan d'épargne-propriété, moyennant un effort personnel d'épargne adapté à leur situation personnelle £ ils pourront obtenir le financement complet de leur acquisition, quels que soient les aléas de la politique monétaire, quel que soit le régime de l'encadrement du crédit, et je fixe comme ordre de grandeur 50000 acquisitions de ce type par an pour les futurs jeunes ménages. Deuxième changement : faciliter le logement des jeunes

célibataires. C'est l'aide à la première location. Entre la sortie du milieu familial et le mariage, les jeunes étudiants, ouvriers ou employés ont beaucoup de difficultés à trouver un logement adapté à leurs besoins, notamment en Ile-de-France. Je propose de leur offrir une aide personnalisée au logement, calculée de façon forfaitaire, qui tiendra compte de leur niveau de ressources, et en même temps les barèmes de l'aide personnalisée au logement seront revalorisés de manière à bénéficier aux cadres moyens et aux employés qui en sont actuellement exclus.\

Troisième changement : réduire les charges de chauffage par des travaux d'économie d'énergie. Actuellement d'ailleurs, un grand journal s'en faisait l'écho, dans un titre récent : les charges des locataires se sont accrues dans des proportions considérables et souvent écrasantes pour les revenus des ménages.

- Tout propriétaire de logement qui veut réaliser des travaux d'économie d'énergie pourra bénéficier d'un prêt spécial. Le montant et la durée de son prêt seront calculés de manière à ce que la première annuité soit inférieure. Autrement dit, la somme qu'il paiera, à l'économie qu'il réalisera sur ses charges de chauffage de façon à ce qu'il en ait le bénéfice dès la première année de réalisation des travaux.

- Ce système a été expérimenté en 1980 dans plusieurs villes. Si je suis élu, je proposerai sa généralisation à partir de 1981.

- Ces travaux d'économie d'énergie sur le bâtiment et je l'indique aux petites et moyennes entreprises qui sont particulièrement adaptées à ce genre de travaux - permettront de créer à eux seuls 100000 emplois, d'ici 1985.\

Les jeunes et aussi les moins jeunes désirent un cadre de vie de qualité, à l'abri des nuisances du monde moderne. Le premier septennat a été consacré à la reconquête des espaces verts et cet effort sera naturellement poursuivi. Le septennat nouveau sera consacré, lui, à la lutte contre le bruit, nuisance dont souffre à l'heure actuelle, un Français sur deux.

- Le prochain gouvernement devra proposer une série d'actions concrètes pour réduire les nuisances phoniques le long des grandes infrastructures de transport. Je précise à ce sujet aux habitants de Charenton, monsieur le maire, que le ministère des transports signera, avant la fin de la semaine, la convention relative à l'insonorisation de la résidence Jean Mermoz.

- De même, monsieur le maire de Maisons-Alfort, vous avez deux projets importants d'insonorisation. Si je suis élu, les ressources nécessaires seront dégagées pour les réaliser en 1981 et 1982.

- Enfin, les jeunes et les personnes âgées sont attentifs aux problèmes de sécurité. Le Val de Marne sera considéré comme un département pilote pour la sécurité dans les banlieues et dans les transports en commun.

- Et ainsi, en liaison avec vos élus, un certain nombre de dispositifs nouveaux seront mis en place dès le second semestre de cette année, pour accroître la sécurité de la vie quotidienne dans le Val de Marne.\

Quand on s'adresse à des Parisiens qui ont derrière eux 2000 ans d'histoire, et quand on s'adresse à des Charentonnaises et Charentonnais qui sont les habitants d'une très ancienne cité royale, quoiqu'aujourd'hui ardemment républicaine, il faut leur proposer aussi une grande ambition et cette grande ambition, c'est que, quand on regarde la carte de l'Europe de l'ouest, on s'aperçoit que nous devrions faire de la région parisienne et de l'Ile de France, la capitale économique, culturelle, politique, de l'ensemble formé par l'Europe de l'ouest, la Méditerranée et l'Afrique.

- Tout au long des années de mon septennat, je me suis efforcé d'accueillir, de faire venir à Paris le plus grand nombre de personnalités venant de ces différents continents ou de la Méditerranée, pour que la région parisienne devienne pour eux une sorte de seconde résidence.

- Car l'influence de la France dans le monde est liée à la cohésion de l'ensemble formé par l'Europe, la Méditerranée et l'Afrique.\

J'ai été frappé de voir aussi dans cette campagne `campagne électorale`, parce que dans les campagnes, il y a des pleins et des vides, il y a des trop pleins et des trop vides. Parmi les trop pleins, je citerai l'abondance des critiques sur l'action du Président de la République.

- Je crois qu'il est normal que cette action soit critiquée, je ne crois pas cependant que cela puisse servir de seule pensée à ceux qui doivent proposer un programme d'action pour la France, car s'ils obtenaient le résultat qu'ils souhaitent, s'il y avait un autre Président de la République, quel serait pour vous, quel serait pour eux le secours qu'ils trouveraient dans leur action, des critiques incessantes qu'ils auraient adressées au Président précédent. Est-ce que cela préparera une mesure nouvelle ? Est-ce que cela accroîtra d'une once l'autorité du Président de la République en France ? Bien sûr que non.\

Donc, il faut de grandes ambitions et il faut exprimer ou proposer de grandes actions. Or, j'observe le silence sur l'Afrique. L'Afrique c'est un continent voisin du nôtre, qui partage avec nous l'aspiration à la paix, un continent largement francophone, un continent qui aspire à un développement pour le tirer de sa pauvreté, de sa misère indescriptible et millénaire.

- Et la France qui a conduit une politique africaine pendant sept ans, qui a été le seul pays de l'Europe et de l'Occident à s'opposer à la déstabilisation de l'Afrique, la France devra continuer cette action pendant les sept ans à venir, si bien que si je suis élu à nouveau Président de la République, la France continuera d'être présente pour la paix et la prospérité de l'Afrique.

- Voilà, messieurs les élus, mes chers amis, ce que je voulais dire sur cette vie de la banlieue de l'Est parisien, comme j'avais parlé de la vie de la banlieue dans l'ouest parisien, devant des auditoires comme le vôtre.\

Et maintenant, j'en viens à l'aspect national de la campagne `campagne électorale`. L'aspect national, le choix des Françaises et des Français pour un septennat nouveau : j'ai lu sur des affiches qui faisaient une publicité pour une publication, le slogan suivant : "La France baille". Et moi qui fais des campagnes et des rencontres, des réunions, tous les soirs, je peux vous dire : "Non, la France ne baille pas, elle réfléchit. La France est en-train de réfléchir", et pour moi qui ne voudrais pas faire une campagne de facilité, une campagne de démagogie, qui, pour quelqu'un qui a exercé les hautes fonctions à la tête de l'Etat, serait quelque chose que je ressentirais comme indigne, je suis heureux de voir que les Françaises et les Français réfléchissent sans doute plus, sans doute mieux qu'ils ne l'ont jamais fait.

- Je vous prends à témoin : vous avez sûrement assisté à un certain nombre de réunions électorales, rappelez-vous le tumulte de jadis, rappelez-vous la qualité des arguments qu'on échangeait, et rappelez-vous aussi le désert de certains préaux d'écoles !

- Et voici que dans cette campagne partout au-cours de la première semaine, 50000 auditeurs ont été dénombrés £ alors qu'ils ont chez eux la télévision et peuvent parfaitement rester à regarder les images sur leur écran, ils viennent aux réunions et regardez aujourd'hui Montreuil, Maisons-Alfort, Charenton ... la France ne baille pas, elle réfléchit !\

Je pense que dans une campagne nationale, ce qui doit caractériser le langage des candidats, c'est la clarté et la responsabilité. On ne peut pas demander aux Françaises et aux Français de faire un choix simple si on n'apporte pas soi-même des réponses simples à leurs questions.

- Je me souviens d'ailleurs d'un entretien que j'ai eu dans le bureau du Général de Gaulle. C'était en 1962, au moment où il lançait son idée d'élection du Président de la République au suffrage universel. J'étais à l'époque ministre des finances et j'appartenais à un mouvement qui était réservé, pour ne pas dire plus, sur cette initiative.

- Je suis allé voir le Général de Gaulle, comme je le voyais tous les mercredis après-midi, et il m'a dit : "Je sais que vos amis politiques hésitent sur l'utilité de cette réforme, l'élection du Président de la République au suffrage universel, mais je vais vous dire pourquoi je la propose. Je la propose, parce que c'est la seule façon pour les Françaises et les Français de choisir leur Président à-partir de raisons nationales. S'il est élu par un petit cercle restreint, il sera élu en fonction d'arrangements, de combinaisons, d'accords passés entre les uns et les autres, s'il doit être élu au suffrage universel, il est obligé de s'élever au-niveau national". Et puisqu'on vous demande, à vous, de vous élever au-niveau national dans le choix, il faut que les réponses de tous les candidats soient claires.\

J'ai indiqué sans équivoque que j'appartenais à la majorité, celle de 1974 et celle de 1978, et que donc, en-tout-état-de-cause, je soutiendrai l'action de ceux qui représenteront cette majorité. De même, j'ai voulu prendre des engagements économiques et sociaux précis et je reviendrai tout

Et même, j'ai voulu prendre des engagements économiques et sociaux précis et je reviendrai tout à l'heure sur ce point.

- Quels sont les trois grands thèmes du choix national ? Quelles sont les trois grandes raisons de choisir ? Ce sont : la paix, la liberté, le travail.

- La paix d'abord, et Alain Griotteray vous en disait un mot tout à l'heure : il n'y a pas de jour où vous n'appreniez le matin qu'il y a, ici ou là, un peuple qui souffre, soit des affrontements, soit des menaces de la violence, et lorsqu'on voit la vie de ces peuples ou quand on devine l'angoisse qui est la leur, imaginez vous, je n'en dirai pas plus, quelle doit être, à l'heure actuelle, l'angoisse d'être Polonais. Lorsqu'on a des angoisses de cette nature, eh bien on doit apprécier les efforts que la France a conduits pour être en sécurité et en paix.

- Ce pays, qui a été ravagé, dévasté par les guerres depuis cent cinquante ans, ce pays est un pays qui est à la fois fort et en paix. Je ne voudrais pas qu'il soit faible et en paix, parce qu'à ce moment-là, la paix c'est la soumission, et je ne voudrais pas non plus qu'il soit fort et belliqueux, parce qu'à ce moment-là il ajoute aux dangers dans le monde.. Je voulais qu'il soit à la fois fort par le moyen de sa défense et pacifique, et c'est la politique que j'ai défendue avec le soutien de la majorité des Françaises et des Français... une large majorité, je suis sûr que là-dessus, il y a, avec moi, plus de 60 ou 65 % des Français et je continuerai cette politique de défense de la paix dans la sécurité de la France.\

La paix et les libertés. Les libertés, vous avez ici, dans telle ou telle partie du Val-de-Marne, plus de mal à les exercer sur-le-plan municipal ou sur-le-plan civique qu'ailleurs, et vous savez donc que, même dans notre pays, la liberté c'est un combat, la liberté, c'est une conquête. De même que j'ai veillé pendant sept ans à ce que la liberté soit intégralement maintenue en France, et Didier Bariani le rappelait tout à l'heure, de même le prochain septennat sera le triomphe des libertés françaises.\

Et la justice ? Cette justice dont on parle au moment des campagnes électorales, où on lance tout à coup de grandes idées, et puis, tout à coup, la justice reprend son cheminement solitaire et modeste.

- Qu'est-ce que le premier septennat a fait pour la justice ? Il a corrigé deux grandes injustices, des injustices qui touchaient des millions et mêmes des dizaines de millions de personnes.

- La première injustice, c'était l'injustice concernant les personnes âgées. J'ai toujours pensé qu'il était honteux pour un pays de traiter ses personnes âgées comme la France jadis le faisait. Sans doute, la situation sociale était différente, sans doute le lien familial, et notamment dans les familles rurales, faisait que certaines personnes âgées pouvaient être protégées contre les risques de la vieillesse, mais ailleurs, dans les villes, dans la solitude, les personnes âgées françaises étaient, vous le savez bien, abandonnées avec d'insignifiantes ressources et c'est à l'honneur de la France, à l'honneur des Françaises et des Français, d'avoir fait, en temps de crise, c'est-à-dire dans un moment où la ressource nationale n'augmentait que très peu, le plus grand effort de tous les pays occidentaux en-faveur des personnes âgées et de la vieillesse.

- Alors, maintenant, bien entendu, on vient à mon secours, en se trompant d'ailleurs sur les chiffres ! Mais je dirai que c'est un peu tard, l'effort en faveur des personnes âgées, il ne faut pas s'y rallier au moment où la collectivité nationale a déjà fait l'effort & l'effort, il fallait s'y rallier au moment où la collectivité nationale l'entreprenait, effort qui sera poursuivi.\

Deuxième justice : les femmes. Vous savez que, dans notre tradition latine - certes, toutes les traditions se rejoignent - il y a toujours eu en France un grand respect, une grande affection pour les femmes & elles ont d'ailleurs toujours joué un grand rôle, soyons francs, le plus grand rôle dans leur foyer ou dans leur famille, mais par un raisonnement étrange, on n'acceptait pas qu'elles exercent dans la société française des tâches qui correspondent à leurs capacités individuelles, qui sont désormais de plus en plus égales aux nôtres, parce qu'avec l'effort d'éducation, de formation, les Françaises ont des capacités très voisines, semblables, et sur certains points, supérieures à celles de nous autres. Et je voulais que ceci soit mis au service de la France, que cette capacité de la femme française qu'elle exerçait chez elle, elle l'exerce dans notre pays, vous savez que c'est maintenant largement chose faite, je dis largement, mais ce n'est pas fini. D'ailleurs, je me tourne vers cette estrade, et je n'aperçois pas encore, parmi les

élus du Val-de-Marne, cette abondante pléiade féminine qu'on y verra sans doute dans quelques années : mais enfin, il y a madame Griotteray et Anne-Aymone `Giscard d'Estaing` qui sont venues apporter leur note de couleur au tableau !\

Donc, deux justices : les personnes âgées, les femmes. Je souhaite qu'il y ait dans le second septennat une nouvelle justice : la jeunesse. Et c'est pour cela que j'ai passé en tête de tous mes engagements celui concernant l'emploi.

- Et je vais maintenant vous dire un mot de l'emploi, comment nous allons traiter ce problème avec et pour la jeunesse. Le problème de l'emploi, on ne peut pas le dissocier du problème de l'activité économique. Il est absurde et je dirai quiconque connaît si peu que se soit le sujet ne doit pas arriver à comprendre qu'on puisse parler d'un emploi tout court et qu'on puisse proposer de l'autre côté des mesures négatives au point de vue de l'activité économique que l'on ferait ployer sous le déficit et sous les charges.

- C'est pourquoi mon action de justice pour la jeunesse comprend deux volets : un volet concernant l'emploi, que j'ai annoncé à Pantin samedi dernier, il y a dix jours, et un volet sur un nouvel effort d'investissement pour l'activité économique que j'annoncerai mercredi, au cours d'une conférence de presse.

- De même qu'il y a eu un débat sur mes propositions pour l'emploi devant la télévision, de même j'accepterai un débat devant la presse dimanche soir, sur mes mesures en-faveur du développement de l'investissement et de l'activité économique, pour que les Français connaissent mes propositions, mes critiques et mes réponses. Et cet effort pour un nouvel élan d'investissement et d'activité en France, proposition concrète chiffrée à nouveau que je vous présenterai mercredi, il a été préparé par l'action tenace, courageuse, désintéressée et compétente du Premier ministre qui a soutenu mon action pendant cinq ans, je veux dire M. Raymond Barre.\

En face de ces propositions, qui vous sont transmises par la presse écrite, donc que vous aurez chez vous, que vous pourrez discuter, vérifier, et qui porteront, je le répète, sur l'emploi et sur un nouvel élan de l'investissement et de l'activité en France, que nous propose-t-on en face ? Je veux dénoncer devant vous la légèreté des propositions qui vous sont faites.

- J'ai parlé tout à l'heure de la responsabilité des grands dirigeants. Quand on vient demander sa voix à quelqu'un - quelqu'un qui, après tout, n'a pas nécessairement le temps, qui n'a pas toujours la formation pour pouvoir discuter le détail de vos propositions - il faut faire un grand effort de responsabilité, de précision et de clarté. On ne peut pas tromper individuellement 26 millions de Françaises et de Français : Or, les propositions qui vous sont faites à l'heure actuelle, je les dénonce pour leur légèreté.

- Moi qui ai suivi les délibérations des gouvernements successifs, moi qui ai participé aux discussions internationales sur l'emploi, sur l'activité économique, je dis qu'il y a des propositions qu'on n'a pas le droit de faire aux Françaises et aux Français, parce que c'est indigne de leur jugement et de leur intelligence ! Maintenant, il y a quelque chose qui commence à m'apparaître avec clarté. Au début de la campagne, `campagne électorale`, les Françaises et les Français, connaissant le poids des difficultés économiques, se disaient : la situation est difficile, nous reconnaissons les mérites de ce qui a été entrepris, mais peut-être pourrions-nous avoir une situation qui soit meilleure ?... Naturellement, je comprends cette aspiration. Aucun d'entre eux ne s'est dit : on a fait des efforts pour rétablir la situation, on a obtenu un certain nombre de résultats, et peut-être qu'il y a une alternative, c'est que la situation devienne pire : Ce que j'ai compris, en voyant les propositions qui vous sont faites, c'est que c'est clair : ces propositions vont ruiner la France ! Si elles sont mises en application, si on impose à notre économie, à notre budget, à nos entreprises, à notre monnaie, les charges qu'on additionne tous les jours et qui atteignent à l'heure actuelle plus de 140 milliards de francs pour le seul budget de l'Etat, la France et vous serez ruinés ! Donc, l'alternative à la situation actuelle, hélas, ce n'est pas l'amélioration telle que je vous la propose, qui suppose la poursuite de l'effort et du travail en commun. L'alternative, c'est qu'on va ruiner la France, car elle n'est pas en-état de supporter, je vous le dis - et si c'était un autre qui était élu, vous vous souviendriez de ce que je vous ai dit, et

vous vous en souviendriez rapidement - 140 milliards de dépenses nouvelles : Elle ne le peut pas, elle n'est pas en-état de supporter des charges nouvelles pour ses entreprises petites et moyennes & à ce moment-là, ces entreprises petites et moyennes ne recruteront pas de travailleurs, elles fermeront leurs portes ! Voilà la vérité sur la situation de la France.\

Naturellement, je ne proposerai aucune mesure qui soit contraire à l'intérêt de la France. Je ne ferai aucune promesse dont je saurai, dans ma conscience et dans mon jugement, que nous n'avons pas les moyens de la tenir sans ruiner les finances publiques ou les finances locales de la France, ou sans mettre par terre le tissu de nos entreprises qui mènent tous les jours la bataille pour l'emploi.

- Je laisse à d'autres le soin de creuser le déficit et, d'ailleurs, ils ont à cet égard des références incomparables ! J'appuierai ma politique sur trois piliers :

- le franc, parce que c'est le patrimoine de tous les Français et parce que, grâce à mon action, à celle du gouvernement, à celle de la majorité, le mot de dévaluation n'a pas été entendu une seule fois pendant mon septennat, alors qu'il avait tinté indéfiniment aux oreilles des Français.

- L'effort pour l'emploi, deuxième pilier.

- L'investissement pour l'activité, dont je parlerai mercredi.\

Et l'aspect politique de cette campagne ? Vous avez rappelé, Alain Griotteray, ce que j'avais dit jadis, à Charenton, dans une autre salle & j'avais dit que la France devait être gouvernée au centre.

- Je l'avais dit, et c'est ce qui s'est passé depuis. Il a été parfois à la mode de dénigrer le centre. On disait : "le centre, c'est une espèce de mélange - on employait parfois des mots moins aimables ! - qui n'a pas la capacité de résister dans les circonstances difficiles & si vous vous appuyez dessus, il vous lâchera, il vous abandonnera..." Eh bien, j'observe que, dans cette tempête, dans cette crise économique et sociale, le centre a fait face à la tempête, le centre a su écarter les solutions de facilité ou d'aventure et que finalement c'est au centre que les Français ont des chances de se rencontrer.

- Si nous voulons mettre fin à cette division anormale et abusive de la société française, où voulez-vous y mettre fin ? Est-ce que vous croyez que les Français iront un jour, tous, se porter dans une direction extrême ? Et vous croyez qu'ils y resteraient ? La seule chance de réunir les Français, c'est qu'ils se rencontrent, et je souhaite qu'ils se rencontrent près du centre.\

Ce matin, je recevais des journalistes qui me posaient des questions, et puis finalement, je ne suis pas sûr que les questions aient été retenues dans leur interview, alors je vais y répondre devant vous ! On m'a demandé : monsieur le Président, partagez-vous le sentiment de votre prédécesseur, le Président Pompidou, qui aurait dit - je ne sais pas si la citation est exacte - "Les Français sont-ils ingouvernables ?" Je trouve cela très honnête de répondre à cette question devant vous, parce que si je pensais que vous étiez ingouvernables, j'estime que ce serait de bonne loyauté de vous le dire.

- Pour répondre à cette question - "Les Français sont-ils ingouvernables ?" - je veux me rappeler ce que j'ai pensé, au printemps de 1974, lorsque j'ai été élu. J'ai été élu au terme d'une campagne qui était très courte, puisqu'elle était due au décès de mon prédécesseur, le Président Pompidou & donc, en quelques semaines, finalement, cette campagne a été conduite et les Français ont choisi. Je me suis retrouvé à l'Élysée et je me suis dit : qu'est-ce que je vais essayer de faire pendant ces sept ans ? Qu'est-ce qui est l'essentiel ? Je me suis dit : pour moi, c'est que les Français vivent en paix pendant sept ans, c'est qu'il n'y ait pas de secousses, de convulsions, de révolution, d'affrontements en France pendant sept ans, parce que si j'évite cela aux Françaises et aux Français, leur capacité fera le reste.\

Eh bien, regardez 1974 - 1981 : pas une secousse, pas une crise sociale grave, pas un "mai 1978"... Je ne sais pas si vous gardez, dans vos maisons, les vieux journaux... C'est très intéressant & on ne les garde en général pas sous une forme reliée, d'ailleurs, mais sur des étagères, et puis quand on les retrouve, on est stupéfait. En 1974, on faisait déjà des sondages, et il y avait un baromètre qui paraissait tous les mois. On disait : est-ce que la France va connaître un nouveau mai 1968 et est-ce que le Président de la République aura la capacité de l'empêcher ?

l'empêcher.

- En novembre 1974, il y avait plus de 60 % des Français qui croyaient qu'il y aurait encore un mai 1968, et il y avait donc 40 % des Français qui pensaient que le Président de la République ne pourrait pas l'empêcher. Six mois après, les sondages ont complètement changé et les sondeurs, habilement, ont cessé de poser la question ! Donc, ma pensée était de permettre à la France de vivre en paix. Si j'ai pu le faire, c'est bien que les Français ne sont pas ingouvernables. Si j'ai pu gouverner pendant sept ans, avec naturellement l'appui des gouvernements, des institutions - Sénat, Assemblée nationale - c'est parce qu'il y avait une majorité de Françaises et de Français pour me soutenir. Je n'avais pas la force pour moi, je veux dire que je n'étais pas installé dans l'Élysée comme je me serais installé dans le Fort de Vincennes & j'étais en réalité au milieu des Françaises et des Français et j'ai pu conduire cette action parce que j'avais une majorité de Françaises et de Français pour moi.\

La seconde question que m'ont posée ces journalistes, c'est : pourquoi vous êtes-vous représenté ? Il y a d'ailleurs eu un article très bon, il y a quelques semaines, de quelqu'un qui disait : au fond, c'est une idée curieuse, parce que quand on a été Président pendant sept ans, quand on a fourni inévitablement un grand effort, l'idée doit être plutôt de ne pas se représenter, ce doit être de retrouver des conditions de vie et d'activité plus voisines de ce qui est normal et familier à l'être humain.

- Donc, pourquoi me suis-je représenté ? Pour la raison suivante : c'est parce que je crois qu'il y a à l'heure actuelle - et que je sens qu'il y a à l'heure actuelle - de grandes chances pour la France devant elle, et parce que, pour moi, citoyen français, ce serait une grande tristesse que ces chances échappent à la France. Quand j'ai assisté, à Maastricht, il y a quelques jours, au sommet des chefs d'Etat européens, on comparait nos perspectives pour l'année 1981. Quel était le pays qui se sentait le plus fort ? C'était la France, pour la première fois depuis sept ans. J'étais assis entre les représentants de deux pays dont les taux d'inflation sont supérieurs à 10 %, mais dont les taux de chômage sont supérieurs à 10 %. Deux autres pays ont des taux d'inflation voisins de 20 %, et nos grands partenaires et amis de l'Allemagne fédérale `RFA`, ceux qui sont, avec nous, la pierre angulaire de la construction européenne, vont avoir en 1981 une diminution de leur production, alors que la France aura, au contraire, une augmentation de la sienne.\

Donc, je me disais : le travail des Français a porté la France dans une situation telle qu'elle a actuellement de grandes chances devant elle. Eh bien, je voudrais que la France saisisse ses chances et je voudrais que nous puissions les accomplir et les réaliser ensemble au-cours de ce septennat nouveau. Avec qui ? Il y a actuellement des débats, je dirai même des dissertations sur le thème de la majorité, mais c'est un thème qui est en réalité tout à fait clair, je veux dire la majorité qui, si je suis élu, participera à mon action et la soutiendra. C'est tout à fait clair, parce que cette majorité, elle aura existé deux fois, elle aura existé en 1978.. 1978, ce n'était pas le début de mon septennat, c'était déjà la deuxième moitié... Or, les candidats de la majorité se sont présentés ensemble, ils ont présenté une alliance électorale aux Françaises et aux Français et souvent, dans certaines circonscriptions, un candidat unique. Donc, les Français qui ont voté ici pour un candidat, là pour un autre de la majorité, ont voté pour la même majorité. Pourquoi voulez-vous que les élus de cette majorité renient le contrat qu'ils ont passé avec leurs électeurs ? Et donc je considère que cette majorité parlementaire existe depuis 1978. Elle existe pour cinq ans, elle n'a pas l'intention de déchirer son contrat et, en conséquence, je ne dissoudrai pas l'Assemblée nationale !\

Et il y aura une autre expression de la majorité, une autre expression puisque, par -nature, le 10 mai `1981` au soir, dans toutes les maisons de France, il y aura une majorité de celles et de ceux qui auront élu le nouveau Président de la République, et cette majorité, elle sera porteuse de l'avenir de la France. Regardez dans toutes les grandes élections internationales comme le fait même de l'élection donne une nouvelle impulsion, donne un nouvel élan. Cette majorité là, qui sera la majorité venue de la base, des Françaises et des Français eux-mêmes, c'est elle qui éclairera l'action de la majorité parlementaire et qui lui donnera l'impulsion nécessaire.

- Cette majorité, c'est celle que je veux rassembler le 10 mai prochain. C'est pourquoi j'entends ne rien faire, j'entends ne rien dire qui puisse compromettre l'unité de la majorité. Il y faut parfois

de la retenue, de la discipline sur soi-même, je la garderai jusqu'au bout, parce que, réfléchissez : à qui profiterait la division de la majorité ? C'est une question simple. Est-ce que la division de la majorité a une chance quelconque de profiter à elle-même ? Je vous pose la question : aucune.\ Dans un pays qui a connu des affrontements politiques difficiles et angoissants - parce que le choix du programme commun, c'était un choix angoissant - et qui a eu une élection difficile en 1974, qui a gagné en 1978, mais avec des sondages qui, jusqu'au dernier moment, étaient encore défavorables, à qui profiterait, en 1981, la division de la majorité ?

- Donc, je ne ferai rien pour participer ou pour créer les conditions de cette division, au contraire. Et toute ma campagne visera à deux choses : vous proposer l'avenir, à vous les Charentonnaises et les Charentonnais, demain aux habitants d'Amiens et de Lille, et ensuite dans le reste de la France, l'avenir, ce que je vous ai dit tout à l'heure, les chances de la France, et en même temps préparer l'avenir en évitant tout ce qui divise la majorité qui devra se retrouver au mois de mai pour conduire ensemble, d'une manière solidaire et chaleureuse, la destinée de la France.\

Lorsque je parlais tout à l'heure de l'endroit où les Françaises et les Français devront se rencontrer, cet endroit c'est celui où se rencontrent le coeur et la raison. Je ne veux plus que l'affrontement politique, en France, apparaisse comme un affrontement entre ceux qui auraient le détail du raisonnement persuasif mais qui ignorerait l'ambition et la générosité chaleureuse du coeur et ceux qui auraient les élans du coeur mais qui n'auraient pas la capacité rationnelle de les traduire dans les décisions, pour conduire la vie de notre pays.

- Je veux que la France soit conduite ensemble par l'alliance du coeur et de la raison, et dans cette réflexion, cette réflexion, pour moi, si encourageante.

- Chacun me dit : "Est-ce que vous trouvez la campagne fatigante ?" Pas du tout. Ce qui serait fatigant, ce serait de sentir un peuple qui ne réfléchirait pas ou ne voudrait pas choisir en profondeur son avenir. Mais rencontrer le peuple français devant soi, qui réfléchit, qui cherche et qui choisit, ce n'est pas fatigant, c'est encourageant. Je rentre reposé, le soir, à l'Elysée, lorsque je vous ai rencontrés.

- Je souhaite que ce soit cette alliance du coeur et de la raison qui l'emporte, et qui l'emporte largement le 10 mai prochain, et qui ouvre à la France, les battants largement ouverts, les portes de l'avenir, un avenir de générosité, un avenir de justice, un avenir de fraternité pour les Français et pour la France.

- Vive Charenton, Vive le Val de Marne, Vive la France.

- Et avant que ma voix soit couverte par la musique, je vous demande de continuer le travail de cette réunion. Je n'ai pas voulu, je ne veux pas conduire une campagne, solitaire et je veux conduire une campagne avec vous. C'est pourquoi je vous remercie d'être venus, mais je vous remercie bien plus encore de ce que vous allez faire à-partir d'aujourd'hui, pour conduire avec moi, jusqu'au succès, jusqu'à la victoire, l'élan du peuple français.\